



Documents pour l'histoire du français langue étrangère ou seconde

43 | 2009

Les langues entre elles dans les usages et les contextes éducatifs en Europe (XVI^e-XX^e siècles)

Un moment d'échange entre F.L.M. et F.L.E. dans la France des années 60. Le Plan Rouchette et le Manifeste de Charbonnières

Gérard Vigner



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/dhfles/913>

ISSN : 2221-4038

Éditeur

Société Internationale pour l'Histoire du Français Langue Étrangère ou Seconde

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2009

Pagination : 211-224

ISSN : 0992-7654

Référence électronique

Gérard Vigner, « Un moment d'échange entre F.L.M. et F.L.E. dans la France des années 60. Le Plan Rouchette et le Manifeste de Charbonnières », *Documents pour l'histoire du français langue étrangère ou seconde* [En ligne], 43 | 2009, mis en ligne le 16 janvier 2011, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/dhfles/913>

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

© SIHFLES

Un moment d'échange entre F.L.M. et F.L.E. dans la France des années 60. Le Plan Rouchette et le Manifeste de Charbonnières

Gérard Vigner

Un épisode oublié

- 1 Quand on pense *relation entre les langues*, il est d'usage de penser relation entre langues distinctes, anglais et français, allemand et espagnol, par exemple. Mais nullement relation entre domaines de formation rattachés à une même langue. S'agissant du français, on peut considérer que l'enseignement du français, comme langue nationale dans le système éducatif français, et F.L.E. ont vécu pendant plusieurs siècles des destins parfaitement dissociés¹, et, si rencontres il y eut, celles-ci n'eurent qu'un caractère fortuit, liés à des choix engagés par des personnes et non à des choix institutionnels².
- 2 L'épisode auquel nous allons nous référer ici est peu connu³, en grande partie disparu des mémoires, mais mérite cependant que l'on s'y intéresse un moment, pour savoir ce qu'il signifie et pour s'interroger sur l'existence d'une possible postérité. Cette relation entre ces deux domaines d'enseignement fut-elle sans lendemain ou au contraire permit-elle d'en modifier quelque part une ou plusieurs des composantes et de quelle manière ?

Dix années cruciales

- 3 Le cadre temporel retenu nous conduira de 1963, date de la création de la commission Rouchette à 1972, date de la publication des *Nouvelles instructions pour le français*, dans l'enseignement primaire (4 décembre 1972), publication qui d'une certaine manière consacre la demi-victoire de cette commission au terme de travaux conduits dans une atmosphère de très grande tension et de très grande agitation.

- 4 Toutefois on débordera légèrement de part et d'autre de ces deux bornes chronologiques en remontant à réforme Berthoin (*Ordonnance n°59-45 du 6 janvier 1959 portant prolongation de la scolarité obligatoire*). Celle-ci prolonge désormais l'âge de la scolarité obligatoire jusqu'à l'âge de seize ans, décision dont l'incidence sur la réorganisation des programmes de l'enseignement primaire comme de l'enseignement secondaire sera déterminante. Et on évoquera, brièvement ce que fut la *réforme Haby*, en 1975 avec la création du *collège unique* (11 juillet 1975).

Un enseignement pris dans ses archaïsmes : le français langue maternelle/nationale

- 5 L'usage veut que pour distinguer l'enseignement du français dispensé dans le système éducatif français, on utilise l'expression de français langue maternelle (F.L.M.) pour le distinguer de celui dispensé auprès de publics étrangers, dénommé français langue étrangère (F.L.E.). Pour respecter la tradition, nous continuerons à utiliser cette distinction, même si elle ne se révèle pas toujours pertinente, l'usage de l'expression *français national*, promu par la linguiste Renée Balibar nous paraissant mieux adapté⁴.
- 6 A l'école primaire, l'enseignement du français est régi par des textes très anciens, qui remontent pour l'essentiel à 1923. Enseignement d'un français national dans le cadre d'une scolarisation courte à destination d'élèves partiellement non-francophones. Il s'agissait de construire de toute pièce la compétence linguistique de l'élève, hors de toute prise en compte de sa compétence native, pour partie non-francophone. Pédagogie de l'imprégnation au contact des « beaux » textes en lecture, des textes des dictées, des exemples des leçons de grammaire et des séances d'élocution. Pédagogie de l'imitation encore, en matière de travail d'écriture, par le moyen d'une démarche d'analyse des procédés identifiés dans les textes de lecture.
- 7 Dans la France de l'après-guerre, celle de la Seconde Guerre mondiale, les choses vont différemment. Les enfants sont massivement issus de familles francophones et sont donc tous, ou presque, des francophones natifs⁵. Les programmes de 1923 demandent à être revus pour tenir compte de cette nouvelle sociologie des élèves et du fait que tous les élèves arrivent désormais à l'école porteur d'une compétence native en français nouvellement organisée. Les élèves ne peuvent se satisfaire d'une pédagogie trop raide, qui continue, vieille tradition pédagogique française, à occulter la langue de l'élève.
- 8 La France à ce moment-là, la France des Trente Glorieuses, caractérisée par une très forte expansion économique et une modernisation considérable de l'appareil de production, dispose d'une main d'œuvre au niveau de formation limité (60 % de la main d'œuvre salariée en 1960 est du niveau du certificat d'études primaires). Tous les experts à l'époque estiment qu'il convient de relever très rapidement ce niveau de formation, ce qui explique la mise en place de la réforme Berthoin.
- 9 La suppression de l'examen d'entrée en 6^e (voir *Arrêté du 27 novembre 1956*), ouvre désormais les portes de l'enseignement secondaire à tous les élèves (mais avec trois filières d'orientation cependant) au grand dam des professeurs des lycées très attachés au maintien d'une politique de forte sélection. Les programmes de français en vigueur, à base de latin pour la plus grande partie des élèves, se révéleront en partie inadaptés pour ces nouveaux publics. Dans la suite de ce mouvement vont être créés les collèges d'enseignement secondaire qui feront progressivement disparaître l'ancienne structure

des lycées qui allaient jusqu'alors de la classe de 6^e à celle de Terminale. Le lycée par la suite comprendra uniquement les classes de Seconde, Première et Terminale⁶.

- 10 L'enseignement primaire et l'enseignement secondaire dans le début des années 60 sont donc au seuil de changements nécessaires, et l'enseignement du français est à la recherche de modèles pédagogiques et de références au français différentes. Vers qui, vers quoi se tourner ?

Un enseignement en pleine rénovation : le F.L.E.

- 11 En France, les années 50-60 sont pour le F.L.E. une période d'intense rénovation :
- élaboration du *Français élémentaire*, qui va devenir le *Français fondamental*. L'oral est promu comme objet de référence légitime en vue de mettre en place un enseignement rénové du français⁷.
 - une description fondée sur des calculs de fréquence confère un prestige incontestable à des travaux qui de la sorte se distinguent des relevés écrits consignés jusqu'alors sur fiche.
 - l'introduction de l'exercice structural et la référence aux linguistiques du même nom (même si de fait il y a plus une simple coïncidence chronologique qu'une dépendance stricte de l'une à l'autre) font émerger des références en langue distinctes de la traditionnelle grammaire et inscrivent les enseignements rénovés du FLE dans une perspective fondamentalement moderniste.
 - dans ce même mouvement, on doit relever la création des laboratoires de langue, la mise en place d'un enseignement à base de supports audio-visuels qui participent à la construction de cet effet et confère au domaine d'enseignement du F.L.E. un prestige incontestable.
 - dans cette période est créée la revue *Le Français dans le monde*, dont André Reboullet prendra très rapidement la direction.
 - sur le plan institutionnel on notera :
 - la création par Gustave Monod du *Centre d'Etudes pédagogiques* (30 juin 1945), qui plus tard deviendra le C.I.E.P. de Sèvres
 - 1959, création du CREDIF qui prend la succession du « Centre d'études du français élémentaire », à l'ENS de Saint-Cloud.
 - 1959 encore, création du B.E.L. (*Bureau d'études et de liaison pour l'enseignement du français dans le monde*) qui deviendra le B.E.L.C. en 1966 et qui sera rattaché au C.I.E.P. de Sèvres (il s'y trouve encore, mais sous une forme et avec un champ de responsabilités différents)
 - 1961, création du *Centre de linguistique appliquée de Besançon*.
- 12 Le F.L.E. donne ainsi l'impression, dans les années 60, de se constituer en un domaine puissant d'intervention pédagogique, puisqu'il se réfère à la linguistique dont il prétend constituer un champ d'application majeur, s'appuie sur un outillage de nature audio-visuelle et dispose de centres de recherche et de formation particulièrement dynamiques. Le contraste avec ce que sont les enseignements du français à la même époque dans le système éducatif français, pilotés par une Inspection générale des Lettres fort sourcilleuse, n'en est que plus fort⁸.

Une volonté nouvelle de modernisation

- 13 Pour autant, l'Education nationale ne reste pas inactive et n'ignore pas ce qui se fait en matière de F.L.E. Le CIEP, créé en 1945 à l'instigation de l'inspecteur général Gustave

Monod, dirigé à ce moment là par l'Inspecteur général de Lettres Jean Auba, constitue un observatoire précieux et qui servira de lieu d'échange entre F.L.M. et F.L.E.

- 14 Le ministre de l'Education nationale, Christian Fouchet, décide en 1963 de créer une commission dont l'objectif sera de proposer pour l'école primaire, un enseignement renoué du français⁹. La commission, présidée par l'Inspecteur général Marcel Rouchette¹⁰, et intitulée Commission sur la rénovation de l'enseignement du français à l'école élémentaire, va tenter de fonder un enseignement dans lequel le français est désormais conçu comme un outil de communication (alors que dans les programmes antérieurs le français était la langue d'une tradition nationale et républicaine, chargée de transmettre une identité et une mémoire culturelles), et qui se doit d'être enseigné comme tel. Retenons quelques points majeurs, dans l'éclairage des pratiques engagées en F.L.E.
- 15 L'oral est promu au rang de compétence légitime (oral qui ne se confond nullement avec la traditionnelle récitation ou la leçon d'élocution), même si les propositions d'activités pédagogiques se révèlent bien timides.
- 16 Référence est faite à l'exercice structural, comme outil d'intervention grammaticale, dans des modalités différentes de celles issues des grammaires descriptives jusqu'alors en vigueur. On opère une distinction entre grammaire implicite et grammaire explicite. On fait même référence aux analyses sémiques, chères à Robert Galisson, en matière d'apprentissage du vocabulaire. A l'évidence, la commission Rouchette va chercher du côté du F.L.E. des références lui permettant de proposer des orientations susceptibles de faire bouger un enseignement du français considéré comme trop éloigné des usages et besoins d'une société en pleine évolution.
- 17 Toutes données ou pratiques bien anodines, qui nous paraissent aujourd'hui aller de soi, mais qui en ce temps là sentaient le soufre. Des débats très vifs sont engagés sur un texte resté longtemps mystérieux, et qui ne sera pas publié avant 1971¹¹. *Le Figaro littéraire*, l'Académie française, *la Revue des Deux mondes*, et les milieux conservateurs dans l'éducation, se déchaînent contre une réforme qui remet en question une certaine conception du français. Un peu à l'image de ce qui s'était passé au moment de la publication du *Français élémentaire pour l'étranger*. Il ne serait pas inutile non plus d'évoquer l'environnement politique du moment. Cette commission, qui s'est réunie de 1963 à 1966, a travaillé du temps des gouvernements présidés par le Général De Gaulle, gouvernements qui combinaient tout à la fois des positions conservatrices dans un certain nombre de domaines et modernistes dans d'autres. D'où les tensions qui pouvaient, traverser les appareils institutionnels, syndicaux (syndicats d'enseignants) et politiques sur des questions qui ne laissaient personne insensible. Le parti communiste français qui est en ce temps là très puissant, très fortement présent dans l'Education nationale, notamment au travers des syndicats, peut, à certains moments, adopter des attitudes très conservatrices sur certains points et plus ouvertes sur d'autres. Par ailleurs, l'arrivée au pouvoir du président Georges Pompidou, en 1969, se traduira par des positions plutôt hostiles aux entreprises de rénovation de l'enseignement du français.
- 18 Un stage, important, se tient à Sèvres, en novembre 1968. Et fait intéressant, Robert Galisson, alors en poste au CLAB de Besançon et Hélène Romary du BELC, sont chargés de présenter aux enseignants intervenant dans les écoles primaires, les exercices structuraux.
- 19 Autrement dit, le F.L.M. est allé chercher auprès du F.L.E. des références susceptibles de légitimer une entreprise de modernisation, à un moment où le prestige du français

enseigné comme langue étrangère, tel qu'il se développait en France, mais aussi en Belgique avec les travaux conduits par Raymond Renard à Mons, était au plus haut.

Un enseignement secondaire en retrait

- 20 L'enseignement secondaire pendant ce temps gère le choc de la « massification », la fin du règne de l'entre-soi, et voit apparaître le collège comme nouveau type d'établissement et se sent en désarroi face à l'hétérogénéité de plus en plus marquée des publics scolaires. De nombreuses commissions dans cette période sont créées pour actualiser les programmes « Commission Lichnerowicz » pour les mathématiques¹², « Commission Lagarrigue » pour l'enseignement de la physique, mais, au début du moins, rien pour le français. L'enseignement secondaire, pour le français, que ce soit au niveau de l'Inspection générale des Lettres ou à celui de la plus grande partie des professeurs, reste profondément hostile à ces bouleversements qui remettent en question ce que l'on pouvait considérer à l'époque comme les éléments fondateurs de l'enseignement des Lettres.
- 21 L'impulsion viendra du F.L.E. et de l'engagement d'André Reboullet. Ce dernier pousse à la création d'une association d'enseignants de français et d'une revue *Le Français aujourd'hui*, qu'il dirigera conjointement avec *Le Français dans le monde*. Le 15 juin 1967 création donc de l'*Association française des professeurs de français*¹³, dont le premier président est Gérard Antoine, et le premier numéro de la revue *Le Français aujourd'hui* paraît en mars 1968. En juin de la même année, André Reboullet en devient le rédacteur en chef. En 1973, l'*Association française des professeurs de français* devient l'*Association française des enseignants de français*, pour ne pas limiter son action et son recrutement au seul domaine de l'enseignement secondaire. On notera qu'un certain nombre de personnes engagées dans le F.L.E. prendront place dans l'AFEF, Colette Stourdzé par exemple¹⁴.
- 22 En septembre 1969, à Charbonnières, se réunissent un certain nombre d'enseignants, et notamment des enseignants du secondaire, décidés à faire valoir une autre orientation pour l'enseignement du français. Robert Galisson et Daniel Coste seront présents lors de cette rencontre et apporteront leur contribution. Ces enseignants élaborent un manifeste, qui sera appelé le *Manifeste de Charbonnières*¹⁵ qui pendant un certain nombre d'années servira de référence pour la promotion d'un enseignement rénové du français, manifeste qui prend explicitement appui sur les recommandations du Plan Rouchette (référence à la linguistique, importance nouvelle accordée à l'expression orale, littérature approchée autrement que dans une perspective d'étude purement patrimoniale).
- 23 Cependant, Olivier Guichard crée en mars 1970 une commission chargée de réfléchir à ce que pourrait être un enseignement du français rénové dans le second degré, la *Commission Emmanuel*, du nom de son président le poète Pierre Emmanuel. Mais ses travaux feront l'objet de nombreux blocages, la commission souffrira d'une hostilité déclarée des milieux conservateurs, dans le ministère de l'Éducation nationale, comme à l'extérieur, et cessera ses travaux en 1973.

Des décalages

- 24 Des décalages vont cependant très rapidement apparaître. La linguistique qui a servi d'emblème pour une modernisation affirmée des enseignements du français, semble

mieux acceptée en F.L.E. qu'en F.L.M. Encore mal installée à l'université dans les années 60, la linguistique va se servir du F.L.E., puis du F.L.M., comme instrument de légitimation. Mais, cette légitimation acquise, dans les années 70, la linguistique pourra se dissocier d'un applicationnisme pédagogique auquel elle n'a jamais véritablement cru et qui ne lui est plus désormais stratégiquement nécessaire. Les enseignants, en France, vont très rapidement découvrir que les enjeux d'une politique de rénovation ne sont pas uniquement de nature linguistique mais se posent en des termes différents, sur des problématiques plus larges et infiniment plus complexes. Le langage dans ses usages sociaux, dans sa variation, a du mal à entrer dans les schémas d'analyse d'une linguistique encore formalisée. Ainsi les zones d'éducation prioritaire (ZEP) seront créées par le ministre Alain Savary sur des bases autres que celles d'une simple modification des références théoriques d'un enseignement du français.

- 25 Peut-on considérer que la linguistique appliquée à l'enseignement du F.L.M. a servi à conforter les enseignements grammaticaux traditionnels (on change de description de référence), sans modifier la relation de l'élève à la langue ? Le point de vue, désabusé, d'André Legrand, directeur à un moment de l'Institut national de Recherche pédagogique, peut le laisser penser :

Les instituteurs et les professeurs d'école normale soucieux de rénover leur enseignement vont à ce qui leur paraît le plus neuf et le plus directement accessible : une rénovation des contenus grammaticaux, alors que précisément les textes officiels sont muets sur ce point. La rénovation de l'enseignement du français risque ainsi de se réduire à un changement de terminologie grammaticale alors que l'essentiel – l'attitude du maître, la communication instaurée dans la classe, l'observation de la langue de l'élève et les activités correctives qui en découlent – est complètement oublié¹⁶.

- 26 Le F.L.E. pour ce qui le concerne quitte bientôt les rives d'un enseignement centré sur la compétence proprement linguistique pour s'orienter vers les approches communicatives¹⁷, s'intéresser aux besoins langagiers, et bientôt au management des projets de formation. Les références linguistiques évoluent. Actes de parole, pragmatique, énonciation font leur apparition. La publication de *Un Niveau-Seuil* (1976) fait aussi bouger les lignes.

Une rencontre sans lendemain ?

- 27 Cette rencontre fut d'abord le fait d'individus plus que d'institutions, sur un ressenti commun (modernisation, innovation) dans une conjoncture politique particulière (1958, arrivée au pouvoir du général De Gaulle, création de la Ve République, affirmation d'un Etat fort, soucieux d'une forte présence internationale de la France, par le moyen de la diffusion du français. Présence que la création d'un espace francophone viendra en partie relayer). En même temps, libérée de l'hypothèque coloniale et de ses guerres, la France souhaite se moderniser à marches forcées (réformes nécessaires dans le système éducatif, on fait sauter le verrou d'entrée dans le secondaire pour l'ensemble des élèves scolarisés à l'école primaire). Cette double conjonction a certainement permis, ou du moins, facilité cette rencontre. Mais aussi, mai 1968, avec sa volonté d'innovation, de remise en question radicale ; mais avec les crispations correspondantes (échec d'une politique de rénovation de l'enseignement du français dans l'enseignement secondaire, banalisation du Plan Rouchette dans la publication des nouvelles instructions de 1972).

- 28 En fait, comme souvent en France, ce sont les réformes de structure, avec leurs effets induits, qui font bouger l'enseignement du français (réforme Haby de 1975, par exemple, avec la création du collège unique), plus que les réformes de programmes proprement dites. On ne manquera pas de remarquer que l'enseignement primaire a fait plus directement écho (au moins dans les textes des programmes) aux propositions venues du F.L.E., que l'enseignement secondaire. Attitudes différentes des inspections générales, celle du primaire, de même que la Direction des Ecoles au ministère de l'Education nationale, se révélant plus ouvertes que l'Inspection générale des Lettres.
- 29 L'enseignement secondaire apparaît à distance comme un bastion soucieux de défendre la tradition d'un enseignement du français qui se confond avec un enseignement littéraire inchangé. Crispation à l'égard de ce que l'on appelait à l'époque « La Nouvelle Critique » et de tout ce qui pouvait passer pour un transfert indu des outils de l'analyse linguistique dans l'exercice *princeps* qu'était l'explication de textes.
- 30 Pour autant, tout restera-t-il figé ? Des références communes sont désormais en place, pour tous les domaines de l'enseignement du français : les notions d'analyse de discours, d'énonciation, la référence aux grammaires textuelles, irriguent désormais F.L.M. et F.L.E.. Un certain nombre d'acteurs, et non des moindres, comme Jean-Claude Chevalier, circulent dans les deux domaines. Alain Savary, en 1983, l'appellera pour présider une commission de réflexion sur l'enseignement du français. Le groupe chargé d'élaborer les nouveaux programmes de français du collège, en 1996, accueillera des personnes ayant l'expérience du F.L.E.
- 31 Par arrêté du 12 juin 1982, le ministère de l'Education nationale crée les M.A.F.P.E.N. (Missions académiques de formation des personnels de l'Education nationale), reconnaît le bien-fondé d'une formation continue des personnels enseignants, tâche qui avait été engagée depuis longtemps en français langue étrangère. Enfin la création d'un CAPES interne (20 mai 1986) et d'une agrégation interne (12 septembre 1988) ont pour effet de légitimer une didactique du français langue maternelle à l'image de ce qui avait déjà été engagé depuis plus d'une quinzaine d'années en F.L.E. Ce dernier quelque part a exploré des voies que l'institution Education nationale a reprises par la suite. Enfin, la création des *Instituts universitaires de formation des maîtres* (I.U.F.M.), en juillet 1989, en fusionnant formation des maîtres du premier et du second degrés, fera de la didactique du français la référence théorique de formation commune à tous les enseignants. On peut donc mesurer l'importance du chemin parcouru.
- 32 Cette rencontre fut un moment dans l'histoire du français et montre bien à quel point l'entreprise fut délicate à conduire. Le F.L.M. sut en tirer un meilleur parti, semble-t-il, que le F.L.E. Fait de circonstance ou tentative pour fonder ce qui pourrait devenir par la suite une didactique transversale du français, quelle interprétation donner de cet événement ? L'analyse de la situation présente oriente plutôt vers la première hypothèse, dans la mesure où le F.L.E. perdant progressivement le statut d'exceptionnalité didactique qui fut le sien, pour retrouver sa place dans le concert général des L.V. E., avec notamment la création du *Cadre européen commun de référence*, s'inscrit sur des trajectoires qui tendent à s'éloigner de celles adoptées par le F.L.M. À moins que, dans une approche plus globalisante des langues présentes à l'école et à partir d'une réflexion sur ce que pourra être une éducation plurilingue, un nouveau dialogue ne puisse s'établir.

BIBLIOGRAPHIE

CHOBAX, Jacqueline et SEGRE, Monique. 1981. *L'enseignement du français à l'école élémentaire. Quelle réforme ?* Paris : P.U.F.

COSTE, Daniel. 1988. « Linguistique et enseignement du Français langue maternelle. Sur quelques relations au début des années 70 ». *Études de Linguistique appliquée* 72 : 67-82

JEY, Martine. 1998. *La Littérature au lycée. Invention d'une discipline (1880-1925)*. Metz : Université de Metz, Recherches textuelles.

LEGRAND, André. 1977. *Pour une politique démocratique de l'éducation*. Paris : P.U.F.

PROST, Antoine. 1977. *Regards historiques sur l'éducation en France. XIX^e- XX^e siècles*. Paris : Belin.

NOTES

1. L'enseignement du français comme langue étrangère s'organise dès le XVI^e siècle (dictionnaires et outils de formation commencent à être publiés), alors que l'enseignement du français comme langue maternelle nationale n'intervient qu'à partir de 1871 pour l'enseignement primaire, avec la mise en place par Octave Gréard, vice-recteur de l'académie de Paris des programmes pour les écoles primaires du département de la Seine, programme qui sera repris tel quel par Jules Ferry au moment de la publication des lois organiques en 1880 . Et 1902 pour l'enseignement secondaire avec la réforme engagée par Gustave Lanson (voir Martine Jey, 1998). Non que l'on n'ait enseigné jusque là le français dans les écoles, mais cet enseignement ne s'organisait pas selon les logiques disciplinaires (au sens de disciplines scolaires) telle que nous les connaissons aujourd'hui.
2. On peut citer ici les applications de la méthode directe dans certaines écoles de France (Bretagne, Pays basque) sous l'influence de l'inspecteur général Irénée Carré, ou appliquée à la (re)francisation des écoles d'Alsace et de Lorraine du nord à partir de 1919.
3. On en trouvera cependant une présentation chez J. Chobaux et M. Segré, 1981, et chez André Legrand, 1977, dans le chapitre 8.
4. Notamment dans son ouvrage *Les français fictifs - Le rapport des styles littéraires au français national*, Hachette, 1974. Voir aussi Renée Balibar et Dominique Laporte, *Le français national. Politique et pratique de la langue française sous la Révolution*, Paris, Hachette, 1974.
5. La chose pourra peut-être surprendre l'observateur, mais les enfants des campagnes françaises dans les années 20 (lire à ce sujet les souvenirs de Pierre-Jakez Hélias, *Le Cheval d'orgueil*, Plon, 1975) sont encore largement non-francophones natifs ou par la suite enfants bilingues, parler régional + français vernaculaire. Bien des enfants des milieux populaires dans les quartiers ouvriers ou dans les zones périurbaines sont vis-à-vis du français de l'école dans une relation de diglossie, tant les traits dialectaux et sociolectaux sont importants. Dans les deux cas, au moins pour les enfants des milieux populaires des villes et des campagnes, la relation au français national de l'école est une relation distante qui explique les choix pédagogiques d'alors.
6. Il y aurait évidemment beaucoup à dire sur le choix des dénominations des classes des lycées, qui vont de la 6^e, la plus petite classe, à la Terminale, la classe la plus élevée. On partira de l'ancienne organisation de ce que l'on appelait les « petits lycées » qui correspondaient aux classes primaires rattachées aux lycées et dans lesquelles le latin était enseigné dès la classe de 8

ème. Le Cours préparatoire correspondait à la classe de 11^{ème}, etc. Les « petits lycées » furent définitivement supprimés en 1945. Voir A. Prost, 2007.

7. Voir notamment *Documents Sihfles*, n° 36, « De quelques enjeux et usages historiques du Français fondamental », juin 2006.

8. Ce serait cependant s'en tenir à une vision trop réductrices des choses si l'on ne prenait en considération tout ce qu'avaient engagé ce que l'on appelait les « mouvements pédagogiques », l'*Institut coopératif de l'école moderne - Pédagogie Freinet*, le *Groupe français de l'Education nouvelle*, par exemple, qui, s'agissant de l'enseignement primaire, tentaient de promouvoir d'autres approches de l'enseignement, celui du français notamment.

9. Jusqu'en 1959, enseignement primaire et enseignement secondaire fonctionnaient comme deux ordres parallèles d'enseignement entre lesquelles les passerelles restent fort limitées. Désormais, d'où les changements qui se préparent, l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire se présentent comme deux étapes successives à l'intérieur d'un curriculum commun.

10. Marcel Rouchette (1913-1977) travailla pendant longtemps sur les problèmes de l'orientation scolaire et n'est donc pas au départ un « spécialiste » du français. Ce qui peut expliquer les tensions venues de milieux se considérant comme plus légitimes en ce domaine.

11. *L'enseignement du français à l'école élémentaire. Principes de l'expérience en cours, Recherches pédagogiques*, n° 77, INRDP, Paris, janvier 1971.

12. Les mathématiques modernes vont trouver leur place dans l'enseignement, primaire comme secondaire, soulevant de la sorte des débats aussi intenses que ceux qui pouvaient toucher le français, les connotations politiques s'y trouvant cependant moins marquées.

13. La *Fédération internationale des professeurs de français* est créée en 1969 et un premier congrès doit se tenir à Montréal, André Reboullet souhaite que la France y soit représentée.

14. Pour une analyse détaillée de ces moments, autour notamment de l'A.F.E.F., voir D. Coste, 1988.

15. Publié dans le n° 9 de la revue *Le Français aujourd'hui*, février 1970.

16. A. Legrand, *op. cit.*, p. 150. Il n'est d'ailleurs pas inutile de rappeler que pour de nombreux enseignants de français, la relation à la linguistique se limitera à la lecture de l'ouvrage de Jean Peytard et d'Emile Genouvrier, *Linguistique et enseignement du français*, éd. Larousse, 1970.

17. Sachant cependant que les approches de type SGAV, telles qu'elles étaient promues par exemple par le CREDIF, fondaient l'apprentissage sur la relation entre langue et situation d'échange.

RÉSUMÉS

Le F.L.E. se construit en domaine propre dans les années 60 (1960) pendant que l'enseignement du français en France est porté par d'importants mouvements de remise en question. Un besoin de rénovation profond se fait sentir après une longue période d'immobilisme durant toute la première moitié du XX^e siècle. Il est intéressant de noter, fait qui n'est pas complètement exceptionnel, car au début du XX^e siècle la méthode active venue de l'enseignement des langues vivantes étrangères trouve sa place à l'école primaire en France, que certains de ces mouvements de rénovation, nous pensons plus particulièrement ici au *Plan Rouchette* (1963-1970), fait référence à des pratiques d'enseignement issues du F.L.E. De même, le *Manifeste de Charbonnières*, pour l'enseignement secondaire, en 1969, fait lui aussi écho à certaines de ses pratiques. Il peut

donc être intéressant de restituer ici un épisode, aujourd'hui en grande partie disparu des mémoires, qui a vu pour partie le F.L.E. servir de référence pour les enseignements du français en France. On pourra s'interroger sur l'origine de cette référence, sur son point d'application – de toutes les disciplines de l'enseignement du français, quelle est celle qui a été le plus directement concernée ? –, sur l'institution de référence – le CREDIF implanté à l'E.N.S. de Saint-Cloud ou bien le Centre international d'Etudes pédagogiques de Sèvres ? –, sur le contexte politique qui plus largement peut expliquer ce prestige renouvelé des formes de l'enseignement du français à l'étranger et sur la postérité d'un échange entre domaines aussi fortement différenciés ?

The F.L.E. was built in the sixties (1960) while in France important debating movements were building the way of teaching french. A real need of reforms could be after such a long period of immobilism during the first half of the twentieth century. It should be worth noting that some of debating movements, especially « Plan Rouchette » (1963-1970), refer to teaching methods issued from the F.L.E. and that, moreover, it is a completely exceptional fact because, at the same time, at the beginning of the twentieth century an active way of teaching foreign languages was taking place in French primary schools. It is just the same for the « Manifeste de Charbonnières » which, in 1969 in Secondary schools, refers to certain of its experiences. So it might be interesting in this paper to mention this episode which, even if it has been nearly forgotten, has seen the F.L.E. used as a reference for French teaching in France. The questions will be asked: first, what is the origin of that reference, then, how has it been put into practice – among all the French subjects taught, which one has been the most affected by it? – or, which institution has been used as a benchmark? – the CREDIF established in the E.N.S. of Saint-Cloud or the « Centre international d'Etudes pédagogiques » de Sèvres? – or, what was the political context which might greatly explain that renewed prestige of the different ways of teaching French abroad? And finally, what will be the legacy of an exchange between such different areas?

INDEX

Keywords : plan Rouchette, french as a foreign language, reform, secondary schools, teaching methods, manifeste de Charbonnières, CREDIF, ENS de Saint Cloud, CIEP de Sèvres

Mots-clés : plan Rouchette, enseignement du FLE, enseignement secondaire, réforme éducative, méthodes d'enseignement, manifeste de Charbonnières, CREDIF, ENS de Saint Cloud, CIEP de Sèvres

AUTEUR

GÉRARD VIGNER

Inspecteur d'académie